

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE LE MINISTRE DES RELATIONS  
EXTERIEURES DE LA RÉPUBLIQUE D'ANGOLA À LA CONFÉRENCE DE  
HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE**

**DR JOÃO BERNARDO DE MIRANDA**

**Excellence Monsieur le Président de la République italienne,  
Excellence Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,  
Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Monsieur le Directeur général de la FAO  
Mesdames et Messieurs,  
Monsieur le Président,**

**Au nom de Son Excellence le Président de la République d'Angola,  
Monsieur JOSÉ EDUARDO DOS SANTOS, que j'ai l'honneur de représenter  
à cette Conférence, je voudrais féliciter Votre Excellence, pour votre  
élection pour la présidence de la Conférence. Je voudrais également  
féliciter, Monsieur le Directeur Général de la FAO, Dr Jacques Diouf, pour  
l'initiative de réaliser cet événement, dans un moment crucial de l'humanité,  
et pour tout son engagement et dedication dans la conduite de cette  
Organisation.**

La Conférence se réalise dans une conjoncture internationale particulièrement difficile caractérisée par les effets négatifs des changements climatiques, la hausse significative des prix des combustibles et des aliments, et l'utilisation croissante des céréales et d'autres produits agricoles dans la production des bioénergies. La conjugaison de ces facteurs a géré une grande préoccupation et une instabilité dans certains cas.

Nous avons eu des opportunités de réaliser différentes rencontres, comme le Sommet Mondial de l'alimentation, en 1966, à Rome, où nous avons défini un Plan d'action. Le Sommet Mondial de l'alimentation : cinq ans après. Au Sommet Mondial du Millénaire, en 2000, nous avons défini des objectifs concrets à atteindre dans les prochaines années. Nous avons approuvé des directrices pour la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate. Nous avons participé également au Sommet du Développement Durable, et dans tous ces événements, nous avons exprimé que notre objectif était l'homme. Atténuer sa souffrance, améliorer sa condition de vie, en particulier des femmes et des enfants. Toutefois, quelques années ont passé, nous constatons que très peu a été fait, surtout, pour n'avoir pas été capable de passer des paroles aux actes.

C'est depuis 2002 que la production agro-alimentaire a connu une croissance notable en conséquence de la conjugaison de la réposition de l'Administration de l'Etat sur tout le territoire national, essentielle pour l'organisation et la programmation des interventions institutionnelles, le retour des populations déplacées et son encadrement dans le processus

productif, ainsi que l'augmentation des investissements dans le secteur de l'agriculture.

Après la restauration de la paix, le Gouvernement de l'Angola a mis en oeuvre un ensemble de réformes économiques et législatives qui visent à promouvoir la stabilisation macro-économique, le renforcement des institutions et les mécanismes institutionnels qui assurent la bonne gouvernance.

Le Gouvernement de l'Angola s'est engagée dans la récupération des infrastructures, est en cours la réhabilitation et la construction de routes et ponts, chemins de fer, la réactivation et l'établissement de petits, moyens et grands schemas d'irrigation, et l'organisation du commerce et des transports, pour encourager l'investissement privé sur tout le territoire national.

Dans le domaine de développement rural, le Gouvernement de l'Angola est en train de mettre en oeuvre des programmes dirigés vers l'amélioration des conditions de vie des communautés, à travers l'extension des services d'éducation, de la santé, de la promotion de l'habitation digne, l'eau potable, l'électricité et l'assainissement de base.

**Monsieur le Président,**

**Permettez-moi de faire quelques considérations sur ce qu'on est en train de faire dans mon pays, c'est-à-dire comment l'Angola pense faire face à l'actuelle situation et des solutions préconisées.**

**En effet, depuis 2002, année de la conquête de la paix, la production agro-alimentaire a connu une croissance notable en conséquence des mesures prises par le Gouvernement, d'appui aux populations déplacées et son encadrement dans le processus productif agricole. Les investissements dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et dans l'industrie alimentaire ont augmenté, en même temps que la réalisation des réformes économiques et législatives qui visent la stabilisation macro-économique, le renforcement des institutions et les mécanismes qui assurent la bonne gouvernance.**

**Le Gouvernement est en train de promouvoir l'utilisation de technologies qui permettent l'augmentation de la productivité, à incorporer de nouvelles zones dans le système productif avec l'utilisation de la mécanisation, dans le sens de faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production, en incluant les semences et le matériel végétatif amélioré et l'assistance technique spécialisée, ce qui certainement permettra d'atteindre une plus grande productivité.**

Nous prétendons augmenter dans la période entre 2009 et 2013 environ quatre millions d'hectares de zones de culture, pour produire pendant la période précitée plus de 15 millions de tonnes de céréales. Dans cette même période, la production des racines et tubercules devra augmenter à 11% et les légumineuses à 40% par an. ~~Ces niveaux amènent une augmentation significative de postes de travail et en conséquence les revenus des familles.~~

En ce qui concerne la production des biocombustibles, nous sommes d'avis qu'elle doit se baser sur des stratégies bien définies qui sauvegardent le principe fondamental de la non-compétition avec la production des aliments pour les êtres humains. Dans le cadre de la stratégie sur les bio-combustibles, mon Gouvernement pourrait destiner approximativement 500.000 hectares à la production des biocombustibles des 35 millions d'hectares de terres potentiellement arables que l'Angola possède, sans préjudice des terres destinées à la production des aliments.

Relativement à l'impact des changements climatiques, l'Angola a approuvé sa Stratégie Nationale pour la mise en oeuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto, ~~mettant en oeuvre son Programme National d'Adaptation.~~

La flambée des prix des aliments qui se vérifie au cours des derniers mois a produit des situations délicates que nous connaissons bien en particulier dans les pays sous-développés qui se trouvent plus exposés avec une moindre capacité pour réagir.

Toutefois, cette tendance croissante des prix des aliments pourrait être transformée en opportunités surtout pour les pays en développement avec un grand potentiel agricole. On devrait promouvoir des investissements dans le secteur agricole, visant la satisfaction plus grande de ses marchés et éventuellement canaliser les excédents pour le marché externe.

Pour terminer, j'aimerais manifester l'appui de ma Délégation aux mesures proposées dans le Projet de Déclaration, celles de caractère immédiate qui ont comme objectifs aider dans les moments difficiles actuels les pays les plus vulnérables, en terme des aliments et fourniture des semences, fertilisants et les autres intrants agricoles, ainsi que les mesures de court, moyen et long terme, qui poursuivent l'augmentation de la production et la productivité de façon durable et la garantie de la sécurité alimentaire.

Je crois que l'adoption et la matérialisation des mesures proposées, si on doit compter avec la volonté politique de tous et l'assistance technique de la FAO et d'autres organisations internationales, pourraient constituer un important instrument dans l'atténuation de l'actuelle crise mondiale.

Angola manifeste son appui aux principes qui ont guidé la proposition de la Déclaration et appelle d'autres pays à l'adopter.

**MERCI BEAUCOUP**